

ARCHIVES DEPARTEMENTALES DU JURA

Fonds du conseil de préfecture du Jura (sous-série 5K)

1800-1926

REPERTOIRE NUMERIQUE DETAILLE



Etabli par Teddy Vuillot,
assistant de conservation

à Montmorot

sous la direction de Patricia Guyard,
Directrice des Archives du Jura

Document régi par le Code de la propriété intellectuelle

Montmorot, 2025

Illustration de couverture : Archives départementales du Jura, 5K97

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION	P.4
ANNEXE	P.5
GENERALITES	5K1-14
ACTIVITES PAR DOMAINE DE COMPETENCES	5K15-98

INTRODUCTION

PRESENTATION INSTITUTIONNELLE ET RAPPEL REGLEMENTAIRE

La loi du 28 pluviôse an 8 (17 février 1800) a créé dans chaque département un préfet et un conseil de préfecture. Les conseils de préfecture, présidés par le préfet, furent des organes juridictionnels administratifs qui ont été instaurés pour juger le contentieux administratif entre l'administration et les administrés. Ses pouvoirs au contentieux se sont progressivement renforcés au cours du XIX^e siècle, notamment par l'application des lois des 26 mars 1831 (opérations électorales), 26 mars 1831 (réclamations des contribuables) et 21 mai 1836 (dégradations des chemins vicinaux). Ils furent dotés par ailleurs de pouvoirs en matière de tutelle administrative, se voyant entre autres confier l'examen et l'apurement des comptes des communes, hospices et établissements de bienfaisance par le décret du 31 mai 1862. La loi du 22 juillet 1889 les dota d'un code de procédure, introduisant des instances et mesures générales d'instruction, et leur fixant des moyens de vérification.

Composé du préfet (membre de droit, non présent à toutes les séances ; lorsqu'il y participe, il a voix prépondérante), de conseillers, du secrétaire général de la Préfecture et d'un secrétaire-greffier, le conseil de préfecture était doté de multiples compétences et se prononçait sur :

- Les demandes des particuliers tendant à obtenir la décharge ou la réduction de leur cote de contributions directes
- Les difficultés et réclamations relatives aux contributions
- Les difficultés qui peuvent s'élever entre les entrepreneurs de travaux publics et l'administration, concernant le sens ou l'exécution des clauses de leurs marchés
- Les réclamations des particuliers qui se plaignent de torts et dommages procédant du fait personnel des entrepreneurs et non du fait de l'administration
- Les demandes et contestations concernant les indemnités dues aux particuliers à raison des terrains pris ou fouillés pour la confection des chemins, canaux et autres ouvrages publics
- Les contraventions et difficultés en matière de grande voirie
- Les acquisitions, aliénations et échanges ayant pour objet des chemins communaux
- Le contentieux des domaines nationaux
- Les usurpations des biens communaux et les contestations relatives à l'occupation de ces biens
- Les contestations relatives à l'exécution du règlement concernant les ponts à bascule
- Les contestations relatives à la perception des droits de navigation
- Les contestations élevées entre les conseils d'administration des corps et des fabricants au sujet de la fourniture des draps destinés à l'habillement des troupes
- L'apurement des comptes des receveurs des communes et des établissements publics
- Les réclamations contre la teneur des listes électorales et du jury
- Les autorisations de plaider aux communes

Dans le Jura, les séances du conseil de préfecture se tenaient en l'hôtel de la préfecture, le jeudi de chaque semaine à dix heures du matin ; d'autres jours étaient parfois fixés pour des séances extraordinaires. A noter qu'à partir de 1862, les décisions et arrêtés du conseil étaient rendus en audience publique, mais la délibération avait lieu hors la présence des parties.

Le décret du 6 septembre 1926 supprimait les conseils de préfecture qui furent alors réunis en 22 conseils interdépartementaux ; le département du Jura fut rattaché au conseil interdépartemental qui siégea à Besançon, devenant le tribunal administratif par le décret du 30 septembre 1953.

HISTORIQUE DE LA CONSERVATION ET TRANSFERT DES DOCUMENTS AUX ARCHIVES DU JURA

Nous ignorons la ou les dates d'entrée(s) des papiers du conseil de préfecture du Jura. Son fonds a été littéralement reconstitué en 2025, à partir de registres qui étaient jusqu'ici conservés sans ordre méthodique au sein de la série K et mélangés à d'autres registres de provenances multiples (divisions et bureaux de la préfecture, sous-préfectures, etc.). Malheureusement, les défaillances d'organisation du conseil, marquées entre autres par l'absence de textes réglementaires relatifs aux procédures, se traduisent par de grosses lacunes au sein des archives : si la sous-série 5K rassemble une collection quasiment complète des registres d'arrêtés du conseil par domaine, très peu de dossiers de procédure ont été conservés.

PRESENTATION DU CONTENU

La sous-série 5K, totalement reclassée, a été organisée en deux parties. La première regroupe les documents généraux relatifs au conseil de préfecture, touchant à son fonctionnement (instructions officielles, enregistrement des affaires traitées), ses membres et ses attributions. La seconde partie, structurée par domaine de compétences (voirie et police du roulage, contributions, élections, comptabilité communale, autres contentieux) rassemble en majorité les registres de transcription des arrêtés pris par le conseil, classés par ordre chronologique.

Cet ensemble de documents intéresse l'histoire administrative et sociale du département du Jura au XIX^e siècle, témoignant du fonctionnement de la justice administrative locale avant la création des tribunaux administratifs en 1953. Ils offrent un éclairage sur les relations entre l'État et les citoyens à travers des contentieux variés (voirie, contributions, élections...), ainsi que sur l'évolution de l'administration territoriale jurassienne.

ÉVALUATION, TRI ET ELIMINATIONS, SORT FINAL

Les documents constituant la sous-série 5K ont été totalement reclassés dans un ordre logique, peu d'élimination ayant été faite. Elle comporte alors 5,70 mètres linéaires de documents. A noter qu'un important travail de dépoussiérage des registres a été réalisé, ainsi que le reconditionnement de l'ensemble des documents.

CONDITIONS D'ACCES

Le fonds est communicable en salle de lecture des Archives départementales du Jura selon les règles en vigueur sur la communicabilité des documents publics (Code du patrimoine).

L'utilisation du présent inventaire est régie par le Code de la propriété intellectuelle. Toute reproduction et toute réutilisation en dehors d'un usage strictement privé sans autorisation de la direction des Archives du Jura (Conseil départemental du Jura) sont interdites.

SOURCES COMPLEMENTAIRES

Archives départementales du Jura (*liste non exhaustive*)

- Arrêtés du préfet : sous-série 4K (1800-1939)
- Dossiers d'administration communale (affaires contentieuses) : sous-série 2O (1800-1940)

- Grande voirie : sous-série 2S (1800-1940)
- Voirie vicinale : sous-série 3O (1800-1940)
- Contributions directes : sous-série 2P (1800-1940)
- Contributions indirectes : sous-série 4P (1800-1940)
- Elections : sous-série 3M (1800-1940)
- Dossiers nominatifs des conseillers de préfecture : sous-série 2M

Archives départementales du Doubs

- Conseil interdépartemental de préfecture de Besançon : [sous-série 5K \(1928-1938\) et versement 1451W \(1939-1953\)](#)

BIBLIOGRAPHIE

Arnauld DE PRANEUF, *Traité des juridictions administratives et particulièrement des conseils de préfecture*, Paris, P.Dupont, 1868 (ADJ, 8°G2536).

Éric GOJOSSE, *Les conseils de préfecture (an VIII-1953). Actes de colloque des 3 et 4 juin 2004*, Poitiers, Université de Poitiers, 2005 (ADJ, 8°G3005).

André ROBERET, *Des conditions d'aptitude au droit à l'affouage et à la jouissance des biens communaux. Jurisprudence du conseil d'état et des conseils de préfecture*, Imp. Birou, Poligny, 1927 (ADJ, Br3090).

Citation du présent inventaire

Teddy Vuillot, *Fonds du conseil de préfecture du Jura, 1800-1926*, sous-série 5K, répertoire numérique détaillé, Archives départementales du Jura, 2025, 12 pages.

CONSEIL DE PREFECTURE DU JURA

5K1-98

Généralités

5K1	Rapport détaillé sur l'instauration en l'an 8, l'organisation, la nomination des conseillers et les attributions du conseil de préfecture du Jura.	1817
5K2	Attributions du conseil de préfecture.- Instructions ministérielles.	An 8-1897
5K3	Nomination des vice-présidents du conseil : décrets ministériels, notifications.	1865-1873
5K4-11*	Enregistrement général des affaires soumises au conseil.- Répertoires chronologiques.	An 8-1874
5K4*	Du 18 germinal an 8 au 29 pluviôse an 11.	
5K5*	Du 29 pluviôse an 11 au 27 septembre 1806 ¹ .	
5K6*	Du 1 ^{er} octobre 1806 au 27 octobre 1812.	
5K7*	Du 2 janvier 1833 au 12 mars 1834.	
5K8*	Du 4 janvier 1841 au 24 juin 1846.	
5K9*	Du 24 juin 1846 au 28 décembre 1853.	
5K10*	Du 3 janvier 1868 au 15 janvier 1872 ² .	
5K11*	Du 10 janvier 1872 au 12 août 1874 ³ .	
5K12	Répertoire alphabétique des dossiers soumis au conseil.	1809-1831
5K13-14*	Transcription de la correspondance du préfet au sujet des affaires intéressant le conseil de préfecture.- Registres.	An 12-1821
5K13*	Du 2 germinal an 12 au 10 janvier 1817.	
5K14*	Du 20 janvier 1817 au 8 décembre 1821.	

¹ Comporte également la transcription de la correspondance du préfet relative aux affaires traitées en conseil de préfecture, du 6 floréal an 8 au 16 brumaire an 8.

² Le registre est organisé en deux parties : la première a permis l'enregistrement des affaires traitées en séance publique (3 janvier 1868 au 15 janvier 1872), la seconde celles traitées en chambre en conseil (du 10 janvier 1868 au 3 janvier 1872).

³ Le registre est organisé en deux parties : la première a permis l'enregistrement des affaires traitées en séance publique (du 10 janvier 1872 au 3 janvier 1873), la seconde celles traitées en chambre en conseil (du 10 janvier 1872 au 12 août 1874).

Activités par domaine de compétences

Voirie et police du roulage

5K15-22*	Délits de grande voirie.	1809-1840
5K15*	Enregistrement général des affaires soumises au conseil.- Registre (1809-1831).	
5K16-22*	Transcription des arrêtés du conseil.- Registres (1809-1840).	
5K16*	Du 3 janvier 1809 au 26 juillet 1814.	
5K17*	Du 11 avril 1817 au 2 juillet 1818.	
5K18*	Du 18 août 1820 au 14 février 1826.	
5K19*	Du 14 février 1826 au 20 octobre 1829.	
5K20*	Du 20 octobre 1829 au 24 décembre 1835.	
5K21*	Du 1 ^{er} janvier 1836 au 15 septembre 1838.	
5K22*	Du 15 novembre 1838 au 26 mars 1840.	
5K23*	Transcription des arrêtés du conseil en matière d'enrayage des voitures.- Registre.	1816-1820
5K24*	Transcription des arrêtés du conseil en matière de voirie vicinale.- Registre.	1837-1840
5K25*	Dossiers de procédure (épaves) ⁴ : mémoires, délibérations municipales, correspondance, arrêtés du conseil de préfecture, autres pièces le cas échéant.	1812-1820
	Litige entre la commune de Crotenay et Désiré Marsot au sujet de la construction d'un mur ayant rétréci un chemin communal (1812-1815). Requête des sieurs Debrand, Pisard et Cretin au sujet d'une vente de biens communaux par la commune de Chamblay (1814-1819). Requête du maire de Villers-Farlay pour la restitution d'une pièce de terre sur la commune (1816). Plainte du sieur Fromond, ancien sous-préfet, au sujet du redressement du chemin dit « de Sellières » à Poligny (1818-1819). Requête de plusieurs propriétaires de Poligny suite à une condamnation pour défaut de plantation d'arbres sur les routes départementales (1820).	

Contributions fiscales

5K26-36*	Transcription des arrêtés du conseil en matière de contributions.- Registres.	1817-1835
5K26*	Du 12 mai 1817 au 5 mai 1818.	
5K27*	Du 29 mai 1818 au 1 ^{er} juin 1820.	
5K28*	Du 1 ^{er} juin 1820 au 20 avril 1822.	
5K29*	Du 22 avril 1822 au 2 septembre 1823.	
5K30*	Du 2 septembre 1823 au 31 mai 1825.	

⁴ Dossiers conservés originellement de façon éparse parmi les registres de la série K, dont l'arrêté du conseil relatif au affaires concernées est transcrit dans les registres dédiés aux délits de grande voirie.

5K31*	Du 31 mai 1825 au 21 juillet 1826.
5K32*	Du 21 juillet 1826 au 19 février 1828.
5K33*	Du 19 février 1828 au 28 avril 1829.
5K34*	Du 5 mai 1829 au 22 juin 1830.
5K35*	Du 6 juillet 1830 au 28 mars 1833.
5K36*	Du 28 mars 1833 au 24 décembre 1835.

Elections et jury d'assises

5K37-44*	Révision des listes.	1824-1840
5K37*	Demandes en inscription sur la liste générale du jury d'assises et des réclamations contre la rédaction de la liste.- Enregistrement général (1827-1828).	
5K38-41*	Additions, retranchements et rectifications des listes provisoires des électeurs.- Transcription des arrêtés du conseil (1824-1840).	
5K38*	1824.	
5K39*	1838.	
5K40*	1839.	
5K41*	1840.	
5K42*	Réclamations relatives à la formation des listes d'électeurs communaux.- Transcription des arrêtés et décisions du conseil (1831-1840).	
5K43-44*	Réclamations en matière d'inscription sur les listes électorales et du jury, présentées à l'occasion de la révision annuelle.- Transcription des arrêtés du conseil (1837-1838).	
5K43*	Du 15 août 1837 au 1 ^{er} novembre 1837.	
5K44*	Du 15 août 1838 au 4 octobre 1838.	
5K45*	Organisation des élections municipales.- Transcription des arrêtés du conseil.	1831-1834
5K46-47*	Réclamations relatives aux élections municipales et cantonales pour le Conseil général et les conseils d'arrondissement.- Transcription des arrêtés du conseil.	
		1837-1845
5K46*	Du 1 ^{er} juin 1837 au 2 mars 1838.	
5K47*	Du 1 ^{er} mai 1840 au 22 octobre 1845.	

Comptabilité communale

5K48-63	Apurement des comptes de gestion des communes, établissements charitables et de bienfaisance.- Dossiers annuels ⁵ : arrêtés du conseil de préfecture (quitus).	1875-1900
---------	---	-----------

⁵ Classement des dossiers par arrondissement et par perception, puis par ordre chronologique.

5K48-51	Arrondissement de Dole.
5K48	1875-1877.
5K49	1878-1880.
5K50	1881-1885.
5K51	1886-1900.
5K52-56	Arrondissement de Lons-le-Saunier.
5K52	1875-1877.
5K53	1878-1880.
5K54	1881-1883.
5K55	1884-1890.
5K56	1891-1900.
5K57-60	Arrondissement de Poligny.
5K57	1875-1878.
5K58	1879-1882.
5K59	1883-1885.
5K60	1886-1900.
5K61-63	Arrondissement de Saint-Claude.
5K61	1875-1879.
5K62	1880-1885.
5K63	1886-1900.

Autorisations de plaider, anticipations communales et autres affaires

5K64-97*	Transcription des arrêtés du conseil.	An 8-1926
5K64*	Du 19 germinal an 8 au 6 floréal an 9.	
5K65*	Du 6 floréal an 9 au 14 prairial an 10.	
5K66*	Du 15 prairial an 10 au 6 frimaire an 12.	
5K67*	Du 6 frimaire an 12 au 24 nivôse an 13.	
5K68*	Du 25 nivôse an 13 au 28 frimaire an 14.	
5K69*	Du 28 frimaire an 14 au 31 décembre 1806.	
5K70*	Du 24 janvier 1807 au 29 décembre 1807.	
5K71*	Du 2 janvier 1808 au 31 décembre 1808.	
5K72*	Du 3 janvier 1809 au 6 avril 1810.	
5K73*	Du 17 avril 1810 au 16 février 1811.	
5K74*	Du 19 février 1811 au 4 août 1812.	
5K75*	Du 7 août 1812 au 29 avril 1814.	
5K76*	Du 25 février 1815 au 22 décembre 1815.	
5K77*	Du 22 décembre 1815 au 26 août 1816.	
5K78*	Du 26 août 1816 au 8 mai 1817.	

5K79* Du 8 avril 1817 au 28 septembre 1820.
 5K80* Du 8 janvier 1819 au 28 décembre 1819⁶.
 5K81* Du 29 septembre 1820 au 24 juin 1825.
 5K82* Du 5 juillet 1825 au 2 novembre 1827.
 5K83* Du 2 novembre 1827 au 20 juillet 1830.
 5K84* Du 20 juillet 1830 au 2 mai 1833.
 5K85* Du 9 mai 1833 au 24 décembre 1835.
 5K86* Du 7 janvier 1836 au 24 août 1838.
 5K87* Du 31 août 1838 au 29 octobre 1840.
 5K88* Du 29 octobre 1840 au 29 décembre 1842.
 5K89* Du 5 janvier 1843 au 25 juin 1845.
 5K90* Du 18 juin 1845 au 16 février 1848.
 5K91* Du 15 mars 1848 au 13 novembre 1850.
 5K92* Du 20 novembre 1850 au 1^{er} décembre 1852.
 5K93* Du 4 janvier 1853 au 9 octobre 1855.
 5K94* Du 17 octobre 1855 au 5 octobre 1859.
 5K95* Du 7 octobre 1859 au 28 septembre 1863.
 5K96* Du 12 novembre 1863 au 12 avril 1867.
 5K97* Du 21 mai 1886 au 8 juin 1926.

5K98 Dossiers de procédure (épaves)⁷ : mémoires, délibérations municipales, correspondance, arrêtés du conseil de préfecture, autres pièces le cas échéant.
 1813-1829

Litige entre Jean Coutot et la commune de Ruffey-sur-Seille au sujet de la propriété d'un terrain (1813).
 Litige entre Jean-Claude et la commune d'Aresches au sujet d'une anticipation commise sur un chemin vicinal (1813-1814).
 Litige entre plusieurs propriétaires de Bois-d'Amont et la commune de Morbier au sujet de l'explication de ventes communales (1814-1816).
 Requête de Jean-Claude Chevalet, Jean-François Pasteur et Claude Denizot contre la commune de Saint-Germain-en-Montagne au sujet d'un partage de biens communaux (1818-1820).
 Procès intenté à l'État par la ville de Salins au sujet de droits de propriété dans les forêts voisines (1824-1829).

⁶ Registre contenant les réquisitions faites par l'agent national.

⁷ Dossiers conservés originellement de façon éparse parmi les registres de la série K, dont l'arrêté du conseil relatif au affaires concernées est retranscrit dans les registres dédiés anticipations et autres affaires communales.